

Les crédits

[Français]

Les entreprises dans ma circonscription à travers l'Ontario ont payé cher les politiques malsaines du gouvernement conservateur. Plusieurs ont fait faillite. Je vous donnerai les chiffres là-dessus. D'autres ont dû mettre à pied des employés. Certaines n'ont pas pu payer le prix de l'expansion et de la modernisation. D'autres se battent pour survivre. Est-ce que le gouvernement a oublié que le dynamisme de l'économie canadienne est dépendant dans une large mesure des petites et moyennes entreprises? Je pose la question, monsieur le Président. Une grande partie des emplois au Canada vient de la petite entreprise et de la moyenne entreprise.

[Traduction]

Le coût des politiques du gouvernement conservateur est renversant. Il suffit de faire une recherche d'un jour ou deux en vue d'un discours pour trouver des preuves à l'appui.

Selon l'Association des manufacturiers canadiens, les taux d'intérêt élevés sont la cause première de la baisse du volume des exportations de produits manufacturés. En 1990, les fabricants canadiens auront versé environ 3,2 milliards de dollars de plus en frais d'intérêt qu'ils ne l'avaient fait en 1987. La conjoncture est décourageante.

[Français]

Deuxièmement, la motion, au numéro 2, qui est devant nous demande:

Que la Chambre blâme le gouvernement:

[. . .]

2) de réduire son appui à la promotion des exportations, à la science et à la technologie ainsi qu'à la recherche et au développement, accélérant de ce fait la chute du Canada vers une position non concurrentielle; . . .

Monsieur le Président, dans un domaine aussi important que la haute technologie, les politiques du gouvernement conservateur ont marqué un net recul. La haute technologie dans la région d'Ottawa par exemple a souffert énormément de la récession conservatrice.

Au cours de la dernière année, nous avons été témoins de la fermeture de *Leigh Instruments*, une des plus vieilles et plus populaires compagnies de cette région; 750 pertes d'emplois. *Mitel Corporation* a dû faire des mises à pied temporaires et couper des emplois. *Newbridge Networks*, une entreprise de télécommunications a dû fermer son usine et faire des mises à pied. *Gandalf Data* a congédié 70 employés. Et ça continue, monsieur le Président. J'en ai une liste extensive.

[Traduction]

Dans l'*Ottawa Citizen* du 7 mars, un spécialiste en haute technologie, Denzil Doyle, a déclaré qu'à son avis, Ottawa avait perdu, l'année dernière, au moins 15 p. 100 de son industrie de haute technologie et peut-être jusqu'à 4 000 emplois. Selon M. Doyle, les entreprises ne semblent pas vouloir apporter de sang neuf dans cette industrie. Ce ne sont pas de bonnes nouvelles. Le secteur de la haute technologie éprouve des difficultés. La récession en est peut-être la principale cause, car elle a créé dans ce secteur le pire climat commercial depuis une décennie. Elle a rendu la vente des avoirs des entreprises fort difficile. Elle a mis encore plus de pression sur les budgets déjà minces affectés à la recherche et au développement.

[Français]

Monsieur le Président, près de la moitié des emplois au Canada impliquent l'usage de l'informatique technologique. Pourtant, près de 90 p. 100 de cette technologie est importée au Canada. Le gouvernement conservateur disait en 1984 que, et je cite textuellement:

L'État devait faire sa part (dans le renforcement technologique du Canada) en instaurant le climat et en favorisant l'esprit d'entreprise qui sont nécessaires à l'accroissement de l'innovation et à sa large diffusion.

[Traduction]

Nous avons diminué les activités de recherche et de développement. Nous en faisons moins aujourd'hui qu'il y a six ans. Pourtant, ce gouvernement a déjà déclaré qu'il y verrait.

En 1987, les dépenses proportionnelles du Canada en R-D ne représentaient que la moitié de celles de l'Allemagne, du Japon et des États-Unis, et elles étaient inférieures à celles de petits pays comme la Suisse, la Suède et les Pays-Bas.

[Français]

Enfin, monsieur le Président, la motion que nous avons devant nous affirme:

Que la Chambre blâme le gouvernement:

[. . .]

3) pour sa mauvaise gestion de l'économie qui a provoqué un nombre record de faillites, mis 1,4 million de Canadiens hors de travail et par laquelle le Canada se désindustrialise, plus particulièrement l'Ontario.

Monsieur le Président, le taux de chômage dans la région d'Ottawa, dans ma capitale, est passé à 7,8 p. 100 en février dernier, soit une augmentation de 21 p. 100 par rapport au mois précédent.

Il y a 5 000 chômeurs qu'on doit additionner, monsieur le Président, aux 33 000 de janvier.